

# Résumé de la séance d'information quotidienne à l'intention des parlementaires : 27 mars 2020

**De :**

"Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)" <spencer.brickles@canada.ca>

**À :**

"Cluney, Craig (PHAC/ASPC)" <craig.cluney@canada.ca>, "StJames, Louise (PHAC/ASPC)" <louise.stjames@canada.ca>, "Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC)" <marlene.lavoie@canada.ca>, "Gargum, Taha (PHAC/ASPC)" <taha.gargum@canada.ca>, "Frost, Evan (PHAC/ASPC)" <evan.frost@canada.ca>, "Osei, Peggy (PHAC/ASPC)" <peggy.osei@canada.ca>, "Novak, Krystal (PHAC/ASPC)" <krystal.novak@canada.ca>, "Beaudoin, John (PHAC/ASPC)" <john.beaudoin@canada.ca>

**Cc :**

"Sammon, Jacob (PHAC/ASPC)" <jacob.sammon@canada.ca>, "Irick, Marina (PHAC/ASPC)" <marina.irick@canada.ca>

**Date :**

Vendredi 27 mars 2020 22:09:38 +0000

Bonjour à tous,

La séance d'information d'aujourd'hui sur la COVID-19 a été donnée à l'intention des parlementaires par Rhonda Kropp, ainsi que par d'autres représentants d'IRCC, de la CCETP, de l'ARC, d'AAC, de l'ASFC, d'ISDE et d'EDSC. Mme Kropp a commencé par faire une brève mise à jour du point de vue de la santé publique. À l'échelle mondiale, on compte actuellement 530 000 cas. Aujourd'hui au Canada, on recense plus de 4 033 cas et 39 décès. Environ 165 000 personnes ont été testées, soit 65 000 depuis lundi. Le Canada a l'un des taux de dépistage les plus élevés au monde.

Nombre final de participants à l'appel : 166

Nombre de questions sans réponse : 11

Les questions posées par les parlementaires comprennent :

- Le député Gerald Soroka (PCC; Yellowhead) : Y a-t-il de l'argent à la disposition des agriculteurs pour la garde de leurs enfants pendant qu'ils font leur travail agricole?
  - o EDSC : C'est un peu en dehors de la portée de la prestation, mais s'ils répondent aux critères, ils peuvent recevoir la PCU. Ils pourraient aussi demander les subventions salariales.
  - o AAC : Nous continuons d'examiner d'autres options ainsi que les préoccupations particulières des agriculteurs.
- Le député Wayne Easter (PLC; Malpeque) : En ce qui concerne la période d'isolement de deux semaines pour les travailleurs étrangers temporaires (TET), les propriétaires de fermes s'inquiètent des coûts supplémentaires liés à l'isolement de ces travailleurs.

Nous entendons dire qu'en raison de la situation actuelle, les agriculteurs délaissent les cultures de légumes, ce qui posera un problème pour la sécurité alimentaire.

- M<sup>me</sup> Kropp : Nous nous appliquons à élaborer des lignes directrices concernant la COVID pour les TET qui viennent au Canada, et nous savons que cela aura une incidence sur l'agriculture.
- AAC; nous avons eu des conversations à ce sujet avec l'industrie et les PT. Nous travaillons avec le CCP et IRCC à ce sujet, et nous examinons d'autres solutions.
- La députée Heather McPherson (NPD; Edmonton – Strathcona) : Le système d'accès aux nouvelles prestations est en train de dérailler, ou bien les gens ne peuvent pas y accéder, ou bien les lignes téléphoniques tombent aussi en panne. Y a-t-il un plan pour se préparer à l'énorme quantité de demandes d'assurance-emploi qui seront présentées?
  - EDSC : Il y a eu un nombre sans précédent de demandes, et le système a bien résisté, malgré certains retards. Nous espérons ainsi encourager les entreprises à conserver leurs employés au lieu de les laisser percevoir des prestations d'assurance-emploi. Nous continuerons à mettre ces services à la disposition des Canadiens.
- Le député Mark Dalton (PCC; Pitt Meadows – Maple Ridge) : Est-ce que les étudiants qui ne sont pas mis à pied, mais qui cherchent du travail auront accès à des prestations, est-ce que l'argent gagné à l'étranger comptera pour cet avantage, et quelle est la situation actuelle du rapatriement au Pérou?
  - EDSC : Donc, les étudiants qui ont généré un revenu de 5 000 \$ au Canada au cours des 12 derniers mois pourront recevoir la prestation.
  - AMC : Nous avons un troisième vol de retour du Pérou qui a atterri aujourd'hui, et trois autres suivront la semaine prochaine. Nous nous efforçons de déplacer les gens qui se trouvent au Pérou vers les régions où ils auront accès à un moyen de transport. Il y en a eu 1 200 cette semaine et autant de prévus la semaine prochaine.
- Le Député Alexandre Boulerice (NPD; Rosemont – La Petite-Patrie) : Y aura-t-il des vols de rapatriement de l'Inde pour les nombreux Canadiens qui y sont bloqués?
  - AMC : Nous négocions pour obtenir des vols, mais le gouvernement indien a complètement fermé son espace aérien. Nous espérons annoncer d'autres précisions bientôt.
- Le Député Paul Manly (NPD; Nanaimo – Ladysmith) : Un électeur qui travaille pour une entreprise qui produit en masse des masques N95 est à la recherche d'un contact pour vendre ses produits au gouvernement canadien. Il est demandé aux municipalités de reporter leurs taxes. Y a-t-il un programme pour les municipalités qui doivent payer pour les services municipaux essentiels?
  - ISDE : SPAC a établi un lien d'achat et de vente pour permettre aux entreprises privées de vendre leurs produits dans la trousse de réponse à la COVID. Les entreprises peuvent également consulter le site Web d'ISDE, au moyen du courriel du ministre « appel aux armes ».
  - ARC : Nous n'administrons pas les taxes municipales et nous ne connaissons aucun programme particulier qui cible les municipalités à l'heure actuelle.
- Le Député Ken Hardie (PLC; Fleetwood – Port Kells) : Un employé de TSXX Venture Exchange craint que les entreprises privées ne soient pas admissibles aux nouveaux

soutiens économiques, mais les sociétés cotées en bourse ne le sont pas. Peut-on avoir des éclaircissements à ce sujet?

- EDSC : Nous ne sommes pas certains de pouvoir répondre à cette question, mais nous nous concentrons principalement sur l'aide aux travailleurs qui sont au chômage.
- Nous en prenons note et nous vous reviendrons avec une réponse.
- La députée Carol Hughes (NPD; Algoma – Manitoulin – Kapuskasing) : Il y a des retraités qui ont un deuxième emploi et qui se retrouvent sans emploi. Peuvent-ils avoir accès au montant mensuel de 2 000 \$ sans avoir à recourir à l'assurance-emploi? Les prestataires de l'assurance-emploi verront-ils leur période de prestations prolongée? Les organismes sans but lucratif pourront-ils profiter des avantages annoncés aujourd'hui?
  - EDSC : Selon la façon dont la PCU est conçue, les gens doivent travailler pendant au moins 14 jours et avoir été touchés par la COVID-19. Si l'assurance-emploi prend fin, il est quand même possible de présenter une demande de prestations.
- Le député James Cumming (PCC; Edmonton-Centre) : En ce qui concerne les personnes qui ont voyagé et qui pourraient dépasser l'exigence de six mois pour revenir avant que l'assurance ne soit plus admissible, y a-t-il une négociation pour prolonger cette période étant donné que certains retraités migrants ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils reviennent au Canada ou ne peuvent pas y retourner?
  - M<sup>me</sup> Kropp : La question est notée, nous y reviendrons.
- La députée Laurel Collins (NPD; Victoria) : Les personnes qui touchent des prestations d'invalidité, mais qui ne travaillent pas pourront-elles avoir accès à la PCU? Les entrepreneurs qui ont perdu une partie de leur emploi sont-ils toujours admissibles?
  - EDSC : Je ne peux pas répondre avec certitude au sujet du crédit d'impôt pour personnes handicapées, mais l'entrepreneur doit être complètement au chômage pendant 14 jours.
- La députée Tamara Jansen (PCC; Cloverdale – Langley City) : Le Népal a fermé ses vols jusqu'au 31 mars, y a-t-il des négociations pour sortir les Canadiens de ce pays? Que fait-on pour Agri-stabilité?
  - AMC : Nous espérons que cela fera partie du même effort de rapatriement que pour l'Inde. Ces gens sont en tête de notre liste de planification.
  - AAC : Compte tenu des circonstances uniques auxquelles les agriculteurs sont confrontés, nous devons examiner d'autres options.
- Le Député Dan Mazier (PCC; Dauphin – Swan River – Neepawa) : Comment le contrôle des camionneurs se fait-il? Nous avons des usines de transformation du bœuf qui manquent de personnel, mais qui sont plus occupées que d'habitude. Est-ce que quelqu'un s'occupe des niveaux de dotation? Pour les bureaux locaux de Service Canada qui sont fermés, est-il possible de trouver des solutions locales pour aider les gens à avoir accès aux prestations?
  - ASFC : Un certain nombre de conducteurs canadiens se sont déclarés malades au cours des derniers jours. Nous leur posons des questions de base sur leur santé, nous faisons ce que nous pouvons pour les libérer de leur charge, puis ils ont une conversation avec un agent de quarantaine qui les dirige vers l'auto-isolement. Nous fournissons une trousse d'information sur ce qu'il faut surveiller avec la COVID-19. Nous avons également donné des lignes directrices aux entreprises de camionnage.

- EDSC : Il n’y a personne de Service Canada sur la ligne. Il s’agit d’un développement très récent, et nous envisageons différentes stratégies d’atténuation. Nous étudions de nombreuses façons de fournir les services sur lesquels les gens comptent.
- La députée Elizabeth May (PVC : Saanich – Gulf Islands) : Qu’en est-il des étudiants étrangers qui restent au Canada, mais qui n’ont pas généré un revenu au montant requis de 5 000 \$ pour être admissibles aux prestations? Envisageons-nous une catégorie d’aide différente pour les jeunes étudiants? Prévoyons-nous demander aux banques de réduire les taux hypothécaires?
  - M<sup>me</sup> Kropp : Il n’y a personne du ministère des Finances, et nous allons transmettre le message.
  - EDSC : Nous cherchons la meilleure façon de soutenir les étudiants, en tenant compte des répercussions sur les emplois d’été et sur leur retour à l’automne. Nous cherchons des solutions à l’intérieur des paramètres du programme.
- Le député Mike Lake (PCC; Edmonton – Wetaskiwin) : Y a-t-il une approche qui donne aux électeurs un seul point de contact consulaire que les gens peuvent joindre? Hier, j’ai appelé la ligne d’information sur le coronavirus et j’ai remarqué un certain nombre d’inefficacités. Le nombre est un excellent modèle pour le personnel du bureau de circonscription, mais si nous pouvions diriger les gens vers un seul « centre de crise » du gouvernement, cela faciliterait la vie de tout le monde.
  - M<sup>me</sup> Kropp : Pour ce qui est des tests de dépistage, nous essayons d’obtenir un test au point de service. Il y a un « centre de crise » unique pour la COVID, si vous voulez, mais je ne suis pas certaine que c’est ce que vous aimeriez avoir. Le COG sert de point central et nous demanderons à Sécurité publique d’en parler plus tard.
  - AMC : Nous avons la ligne d’appel et le courriel d’urgence 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et vous pourriez demander aux gens de communiquer avec les missions pertinentes. Nous travaillons tous à partir d’un système partagé de dossiers consulaires, de sorte que nous pouvons travailler continuellement sur les dossiers consulaires à l’administration centrale et à l’étranger. Nous avons dû centraliser les services dans des numéros sans frais.

***Veillez noter que ce rapport est une ébauche de travail et qu’il est réservé à l’usage interne de l’ASPC.*** Si vous avez des questions ou des commentaires, n’hésitez pas à communiquer avec moi.

Cordialement,

Spencer Brickles  
 Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning  
 Public Health Agency of Canada / Government of Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques  
 Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) /Tél: 343-543-3102